

Questions orales

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je pourrais répéter la réponse que je viens de donner à l'orateur précédent. Le budget des dépenses a été établi conformément à la loi qui demeurera en vigueur tant qu'on ne l'aura pas modifiée. Avant de ce faire, nous devons terminer les discussions qui se déroulent actuellement avec les provinces concernées. Mais j'invite le député à considérer plus globalement la question. Ainsi, nous avons augmenté de 7.4 p. 100, pour l'an prochain, les transferts au titre de l'enseignement postsecondaire et des soins de santé.

ON DEMANDE UNE MODIFICATION DE LA FORMULE

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, quand ils étaient dans l'opposition, les conservateurs n'étaient pas satisfaits du régime de péréquation et ils se sont engagés à le modifier afin de venir en aide aux provinces pauvres. Ont-ils toujours l'intention de le faire et, dans l'affirmative, agiront-ils bientôt, pour que ces provinces puissent établir leurs prévisions de dépenses?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous avons organisé pour les hauts fonctionnaires une série de réunions qui débiteront au milieu de l'année et se poursuivront à l'automne au niveau des ministres qui s'occupent de la péréquation. J'ignore si la formule de péréquation sera modifiée à la suite de ces discussions. Je ne peux préjuger pour l'instant de leurs résultats, mais nous y participerons sans idées préconçues.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE L'HONORABLE JAMES TUCKER,
PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-
BRUNSWICK

M. le Président: Permettez-moi d'interrompre brièvement nos travaux pour signaler la présence à la tribune aujourd'hui de James Tucker, Président de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'AFFAIRE DOMTAR—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, je voudrais adresser ma question au premier ministre: elle a également trait à la subvention qu'on tarde à accorder à la Domtar. Je reviens sur le sujet parce que, à mon avis, le sujet a vraiment été traité à la légère à ce jour... aujourd'hui, en cette Chambre. Je voudrais souligner et porter à l'attention du premier ministre une déclaration que rapporte la Presse canadienne et qui est attribuée à son ministre de l'Industrie. Je cite:

[Traduction]

Le gouvernement a tenu compte du fait que le gouvernement américain verrait d'un mauvais œil toute subvention à la production à l'heure actuelle au détriment du marché américain de produits forestiers.

[Français]

Et je voudrais demander au premier ministre s'il est prêt à continuer de tolérer que son ministre de l'Industrie ou enfin que tout autre ministre de son Cabinet prête une oreille plus bienveillante aux doléances des Américains plutôt que de satisfaire aux besoins des gens au Québec qui se meurent pour avoir des emplois, et qui n'obtiennent rien de ce gouvernement.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Mais vous êtes véritablement sans gêne! Il y a à peine quelques mois le gouvernement libéral a refusé une subvention indispensable à Pétromont pour sauver l'industrie de la pétrochimie au Québec. Vous l'avez refusée pour 15 millions. Aujourd'hui vous nous demandez, ayant laissé le Trésor public avec un déficit de 35 milliards de dollars, vous le parti libéral, vous nous demandez d'écrire des chèques en blanc pour une société dont l'actionnaire principal est un gouvernement provincial.

Je peux dire à mon ami ceci: nous considérons que la Société Domtar est une société qui a beaucoup d'allure, qui est bien gérée, qui a des projets intéressants. Je vais examiner, avec le premier ministre du Québec, toute forme d'aide possible, mais je pense que, compte tenu de la situation financière dont nous sommes les héritiers, je ne peux pas écrire ou demander à qui-conque d'écrire des chèques en blanc de 100 millions de dollars en faveur d'une société ni privée, ni de la Couronne.

ON DEMANDE QUELLES SONT LES PERSPECTIVES D'AVENIR DES
GENS DE LA DOMTAR

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, je comprends que le premier ministre est en train de nous dire qu'il n'y a pas d'argent... enfin, que les cordons de la bourse sont trop serrés pour aider les gens de la Domtar. Je voudrais donc lui demander également comment il se fait que l'on a déjà pris des décisions de dépenser au delà de 50 millions de dollars pour changer les uniformes de l'armée, et que l'on s'appête à dépenser des millions pour augmenter de plus de 50 p. 100 le budget du personnel du Bureau du premier ministre, mais que les gens de la Domtar, eux, doivent attendre. C'est cela que je veux savoir. Qu'est-ce qu'il faut qu'ils attendent?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Ce dossier important qui a été négligé depuis belle lurette par le gouvernement libéral alors qu'ils étaient au pouvoir... Il y a belle lurette que le parti libéral et le gouvernement libéral ont négligé l'Estrie. La seule chose qui est arrivée dans l'Estrie... le député de Saint-Maurice a promis pendant cinq élections de transférer un ministère du gouvernement d'Ottawa à Sherbrooke, il a promis cela cinq fois, et finalement la population québécoise et de l'Estrie a dit: On en a soupé du parti libéral; nous voulons des projets sérieux, un gouvernement sérieux qui va collaborer avec le gouvernement dûment élu du Québec pour bâtir des économies régionales plus solides.